

Séminaire de l'ERC TARICA 2020/2021

« *Changements politiques et socio-institutionnels en Afrique du Nord. Concurrence des modèles et diversité des trajectoires nationales* »

UMR 7533 LADYSS

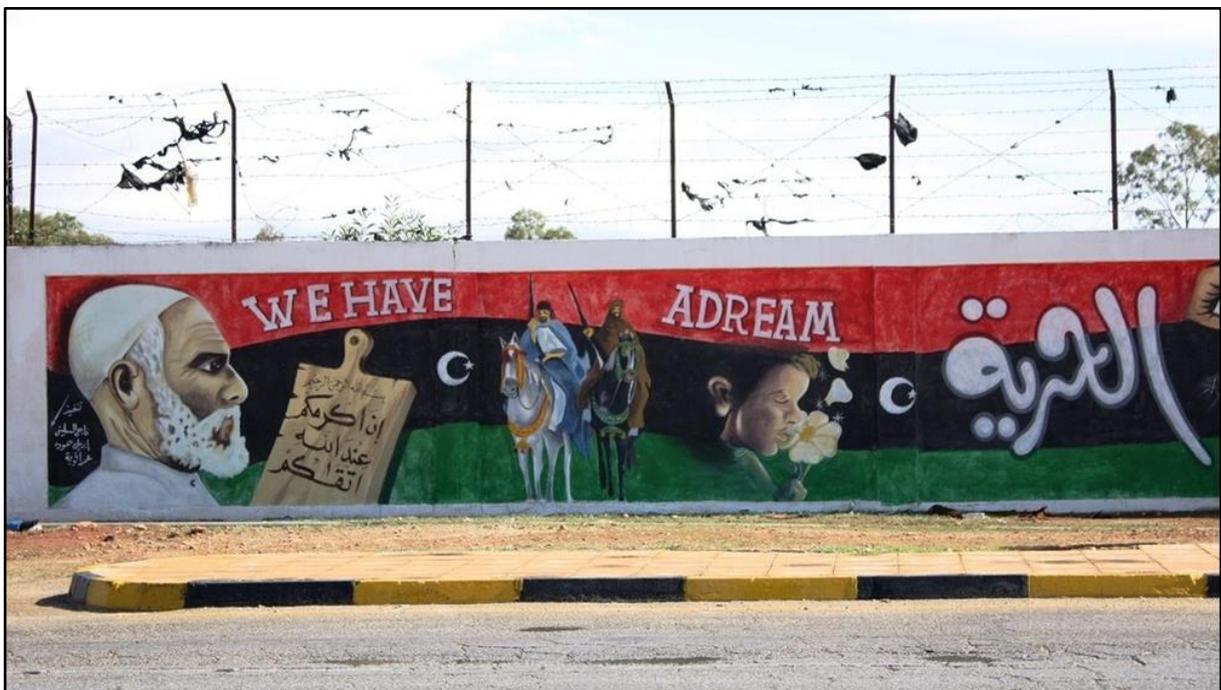
Séminaire jeunes chercheurs

**Une décennie de bouleversements politiques en Libye : l'imbroglie des rivalités de pouvoir**

**Jeudi 27/05/2021, 15h30 - 18h30**

Campus Condorcet / en visioconférence

Inscription au séminaire : <https://urlz.fr/fl19>



*A Public Mural In Benghazi, The Home Of Libya's 2011 Revolution, Reads : "We Have A Dream". (November 2011) © Heba Aly/IRIN. Source : <https://reliefweb.int/report/libya/conditions-worsen-benghazi-fighting-intensifies>*

**Organisation** : Soraya Rahem, doctorante Université de Tours – Laboratoire CITERES

L'établissement d'un nouveau gouvernement d'union nationale en Libye, dix ans après le début des révoltes populaires, engage une nouvelle étape dans le processus de transition politique pour mettre un terme au conflit. La guerre civile déclenchée en 2011, à la suite des révoltes, s'est prolongée en dépit de la chute du régime de Mouammar Kadhafi et a mené à l'exacerbation des dynamiques fragmentaires dans l'ensemble du pays.

Ce séminaire jeunes chercheurs, organisé dans le cadre de l'ERC TARICA, propose de questionner les évolutions politiques et les rivalités de pouvoir observées à différentes échelles

en Libye au cours de cette dernière décennie. Les luttes intestines au sein des instances politiques, la compétition pour le pouvoir, la milicisation du territoire et la scission des institutions sont autant de facteurs ayant paralysé le processus de transition politique et conduit à la cristallisation du conflit. La multitude d'acteurs, de stratégies et d'intérêts en jeu entrave la stabilisation politique et empêche une vision claire des antagonismes. Ce séminaire examinera notamment les tentatives de réappropriation des sphères sociopolitiques par les différents courants islamistes dans la Libye postrévolutionnaire générant, parfois, des alliances de circonstances aux dépens de toute proximité idéologique. Les acteurs libyens en quête de légitimité se positionnant dans un contexte géopolitique plus global, l'attention sera également portée à la manière dont les interventions -directes ou indirectes- de certaines puissances, telles que la Russie et la Turquie ou d'Etats du Moyen-Orient, participent à l'imbroglio des rivalités de pouvoir et complexifient les efforts de la communauté internationale pour résoudre la crise politique libyenne. Les récentes évolutions et la nomination d'un nouveau gouvernement d'union nationale permettront-elles à la Libye de sortir progressivement de cette décennie de conflit ? L'établissement d'un nouveau gouvernement d'union nationale en Libye, dix ans après le début des révoltes populaires, engage une nouvelle étape dans le processus de transition politique pour mettre un terme au conflit. La guerre civile déclenchée en 2011, à la suite des révoltes, s'est prolongée en dépit de la chute du régime de Mouammar Kadhafi et a mené à l'exacerbation des dynamiques fragmentaires dans l'ensemble du pays.

Dans le cadre de ce séminaire, il s'agit de questionner les évolutions politiques et les rivalités de pouvoir observées, à différentes échelles, en Libye au cours de cette dernière décennie. Les luttes intestines au sein des instances politiques, la compétition pour le pouvoir, la milicisation du territoire et la scission des institutions sont autant de facteurs ayant paralysé le processus de transition politique et conduit à la cristallisation du conflit. La multitude d'acteurs, de stratégies et d'intérêts en jeu empêche d'avoir une vision claire des antagonismes et entrave constamment la pérennité du processus transitionnel. En ce sens, ce séminaire propose également de revenir sur les tentatives de réappropriation des sphères sociopolitiques par les différents courants islamistes dans la Libye postrévolutionnaire générant, parfois, des alliances de circonstances aux dépens de toute proximité idéologique. Aussi, les acteurs libyens en quête de légitimité se positionnent dans un contexte géopolitique plus global : il convient de montrer la façon dont les interventions -directes ou indirectes- de certaines puissances telles que la Russie et la

Turquie ou d'Etats du Moyen-Orient soulignent l'imbroglio des rivalités de pouvoirs qui se jouent en Libye et complexifient les efforts de la communauté internationale pour résoudre la crise politique. Les récentes évolutions sur la question avec la nomination d'un nouveau gouvernement d'union nationale permettront, peut-être, à la Libye de sortir progressivement de cette décennie de conflit.

## **Programme**

### **15h30 - 15h40. Introduction**

Alia GANA, LADYSS (UMR 7533), PI. ERC TARICA

### **15h40 - 16h05. La Libye, une transition politique plurielle à l'épreuve des jeux de pouvoir**

**Soraya RAHEM**, doctorante à l'Université de Tours au sein de l'Equipe Monde Arabe et Méditerranée (EMAM) du laboratoire CITERES. Ses recherches portent sur les Libyens exilés en Tunisie et en Égypte et la dimension régionale du conflit libyen.

#### **Résumé :**

Depuis la chute du régime de Mouammar Kadhafi en 2011, le processus de transition politique libyen constitue un enjeu majeur pour rétablir la stabilité dans un pays miné par la guerre civile. Comment la reconfiguration de la sphère politique a-t-elle cristallisé les rivalités de pouvoir en dépit d'un processus de réconciliation nationale ? Quels sont les ressorts des différentes tentatives de transitions initiées successivement depuis dix ans par les acteurs libyens et la communauté internationale ?

Les processus électoraux, organisés dans le cadre d'une première étape de transition, illustrent plutôt la lutte auxquelles se sont livrées anciennes et nouvelles élites libyennes et mènent finalement à la scission des institutions ainsi qu'à l'intensification des combats armés. La reprise en main du processus transitionnel par la communauté internationale en 2015 révèle, depuis ce temps, un décalage évident entre, d'une part, les négociations menées auprès des élites et, d'autre part, la capacité de certains acteurs locaux à renverser les rapports de forces sur le terrain. Ainsi, l'analyse des rivalités de pouvoir en jeu depuis 2011 permet de comprendre comment les pratiques et les stratégies mises en œuvre par les acteurs -libyens et internationaux- ont donné lieu à une transition politique plurielle. Cette présentation revient, en effet, sur les multiples feuilles de routes politiques et diplomatiques initiées pour établir des instances légitimes et stabiliser le pays tout en questionnant les récents bouleversements politiques.

**16h05 - 16h30. Les islamistes libyens : une mobilisation pour la reconstruction de l'espace politico-institutionnel**

**Christian HASARD**, doctorant à l'Institut Français de Géopolitique (IFG) de l'Université Paris VIII. Ses recherches portent sur le rôle des mouvements islamistes dans la Libye post-2011.

**Résumé :**

À la suite de l'effondrement du régime de Kadhafi, les islamistes demeurent des acteurs clefs en Libye. En étant forces politico-religieuses organisées, ces mouvements tendent à mobiliser leurs ressources pour un objectif principal : s'impliquer dans la configuration des nouvelles dynamiques institutionnelles.

Cette présentation mettra en exergue la réimplantation et la mobilisation des trois courants islamistes influents sur la scène politico-sociale libyenne : les Frères Musulmans, le Groupe Islamique Combattant et le salafisme Madkhali. Le focus sur ces acteurs permettra de comprendre à la fois comment ils se repositionnent politiquement et religieusement en Libye post-Kadhafi et comment ils se mobilisent pour contribuer à la mise en place des institutions étatiques naissantes. Depuis l'opération militaire menée par Haftar en 2014, la Libye est confrontée à une conflictualité islamiste-islamiste ayant une influence remarquable sur les institutions étatiques fragmentées.

Inscrivant notre analyse dans une approche multiscalaire, nous mettrons l'accent sur les forces régionales soutenant les islamistes libyens, constituées par la Turquie et le Qatar. Nous évoquerons également l'axe régional anti-Frères Musulmans représenté par l'Arabie Saoudite, les Émirats arabes unis et l'Égypte.

**16h30 - 16h55 : La Libye, terre d'influences : le rôle de la Russie depuis 2011**

**Nour HEDJAZI**, doctorante à l'Institut Français de Géopolitique (IFG Lab) de l'Université Paris VIII. Ses recherches portent sur la Russie en Afrique du Nord.

**Résumé :**

Dans une quête de plus en plus assumée de recomposition de son influence en Afrique du Nord et au Moyen-Orient, la Russie s'est durablement agrégée aux acteurs devenus incontournables dans la région. La revendication par la Russie d'une voix indépendante dans le jeu mondial s'illustre par le déploiement d'une influence coercitive (mercenaires et sociétés paramilitaires privées), diplomatique, et informationnelle (médias en langues étrangères, cyber) [Raviot, 2016].

La Libye post-révolutionnaire constitue un terrain d'affrontement et de coopération entre puissances régionales et extrarégionales. La fragmentation territoriale et la décentralisation du

pouvoir ont permis à la Russie de nouer autour de la crise libyenne des relations aussi bien au niveau intra-libyen qu'à l'échelle nord-africaine et régionale. La Libye se trouve en effet au carrefour de plusieurs axes de la politique étrangère russe. D'abord, la confrontation avec les États-Unis et la communauté euro-atlantique divisée sur la question libyenne. La recomposition des dynamiques de pouvoir qui s'opèrent en Afrique du Nord et Moyen-Orient depuis les « Printemps arabes » font craindre la Russie pour son flanc méridional. Enfin, les enjeux économiques (énergétiques, reconstruction d'infrastructures, privatisation de la guerre) à l'œuvre en Libye mobilisent tant de puissants réseaux d'affaires que des réseaux d'influence de la diplomatie traditionnelle. Cette intervention propose d'examiner les fondements de l'implication de la Russie dans la crise libyenne à la lumière de ses ambitions globales et régionales en Afrique du Nord.

**16h55 - 17h30. Discussion**

**Luis MARTINEZ**, docteur en Sciences politiques, directeur de recherche au CERI-FNSP.

**17h30 - 18h30. Débat avec le public et conclusion**

17h30-18h15 : Questions et discussion avec le public.

18h15-18h30 : Conclusion et perspectives (**Alia GANA**).